

DÉBATS • EUROPE

« A partir de quand la guerre hybride devient-elle la guerre tout court ? »

CHRONIQUE



Sylvie Kauffmann

Editorialiste au « Monde »

Parallèlement à la guerre en Ukraine, la Russie se livre à une autre forme de conflictualité, de plus en plus intense, sur le reste du Vieux Continent. Il manque aux Européens une stratégie pour y faire face, analyse Sylvie Kauffmann, éditorialiste au « Monde », dans sa chronique.

Publié hier à 04h45, modifié hier à 13h26 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Le cool finlandais : arme puissante que viennent de découvrir les Européens, intrigués. La réaction froide et déterminée de responsables policiers avares en commentaires devant la presse mais parfaitement sûrs de leur fait dans l'enquête menée sur la rupture, le jour de Noël, de câbles électriques sous-marins a pu étonner au sud de la Baltique ; elle est, en revanche, une seconde nature dans un pays qui partage non seulement une mer mais 1 300 kilomètres de frontière avec la Russie. Lorsqu'il faut arraisonner un pétrolier venu d'un port russe et soupçonné d'avoir sectionné les câbles, à Helsinki, on ne se paie pas de mots. On monte à bord.

Lire aussi | [Après l'endommagement de deux câbles en mer Baltique, la crainte du sabotage et de la guerre hybride](#)

Dans la région, tout le monde sait que ce type de câbles reliant la Scandinavie aux pays baltes, à la Pologne ou à l'Allemagne peuvent être endommagés accidentellement. Mais tout le monde sait aussi que, ces dernières années, et plus encore depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, ces infrastructures précieuses pour l'électricité et la communication font partie des cibles d'une autre guerre que mène la Russie à l'Europe : la guerre hybride.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

« *Cool, calm, collect.* » Réagir avec calme, réunir toutes les données puis, « *une fois qu'on les a, se coordonner étroitement avec ses alliés* » : c'est la consigne que donnait, en septembre 2024, le président finlandais, Alexander Stubb, avertissant des experts en sécurité réunis à Helsinki de la

hausse prévisible des « *attaques hybrides : guerre de l'information, sabotages, attaques cyber, attaques des infrastructures civiles* ».

Instrumentalisation

Il ne se passe plus guère de semaine sans qu'un dirigeant européen fasse allusion à cette forme d'agression. Lundi 6 janvier, le président Emmanuel Macron évoquait devant les ambassadeurs « *l'accélération et la transformation de la menace* » et égrenait les différentes formes de l'agressivité russe en Europe, dont les tentatives de déstabilisation du processus électoral en Moldavie et en Roumanie et les falsifications des résultats en Géorgie.

On peut y ajouter l'instrumentalisation de filières de migrants, poussés par Moscou et Minsk à passer illégalement la frontière avec la Pologne, la Lituanie ou la Finlande. En novembre 2024, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, accusait la Russie de mener « *une campagne de plus en plus intense d'attaques hybrides à travers [les] territoires alliés, à l'aide d'interférences directes dans nos démocraties, de sabotages industriels et d'actes de violence* ».

Lire aussi | [En Europe, des actes de sabotage à l'explosif attribués à la Russie](#)

La Russie n'a pas l'exclusivité de la guerre hybride ; la Chine et l'Iran en ont aussi enrichi leur panoplie. Mais c'est sur l'Europe, solidaire de l'Ukraine, que se concentrent les efforts du Kremlin. Le journal allemand *Die Zeit* a dressé un bilan instructif, illustré par une carte foisonnante, des principales actions menées depuis 2022 sur le continent. L'attribution n'est pas toujours évidente, mais chaque fois que les auteurs ont pu être arrêtés ou identifiés, l'opération remonte aux services secrets russes militaires ou civils, GRU ou FSB. L'objectif de Moscou, selon *Die Zeit*, est de « *tester les capacités de défense des pays de l'OTAN, tester les points faibles des infrastructures, surcharger les services d'enquête et créer le chaos. Plus les attaques sèment le doute et l'insécurité, mieux c'est* ».

Newsletter abonnés

« La lettre des idées »

Votre rendez-vous avec la vie intellectuelle

[S'inscrire](#)

Aux gouvernements occidentaux tétonisés par la crainte de l'escalade dans le conflit en Ukraine, Vladimir Poutine impose, en fait, une forme d'escalade par le bas.

Insidieuse, multiforme, ambiguë, la guerre hybride est une guerre que l'on préfère affubler d'un qualificatif indéfini pour éviter de l'appeler par son nom. Elle a toujours existé, mais la technologie numérique l'a décuplée : « *La boîte à outils ne cesse de s'agrandir* », reconnaît Teija Tiilikainen, qui dirige à Helsinki le Centre d'excellence européen pour contrer les menaces hybrides. La mer Baltique est devenue, dit un officier danois, « *une sorte de zone grise entre guerre et paix* ». Le champ informationnel est, lui, véritablement un champ de bataille.

Menace prise au sérieux

L'expression « guerre hybride » a été introduite en 2005 dans le vocabulaire militaire par le général américain Jim Mattis, qui devait devenir, douze ans plus tard, le secrétaire à la défense du président Donald Trump, et Frank Hoffman, un analyste du Pentagone.

Le monde politique occidental, à l'époque, ne s'en préoccupe pas vraiment ; deux ans plus tard, lorsque l'Estonie, pionnière du numérique public, est paralysée par une cyber-attaque d'ampleur inédite, le représentant du petit pays balte à l'OTAN cherche à alerter ses collègues sur ce nouveau type de conflictualité. « *Un ambassadeur d'un autre pays, qui n'était sans doute même pas capable de distinguer un grille-pain d'un PC, l'a écarté en mettant ça sur le compte de la russophobie et de l'inexpérience* », raconte le président estonien de l'époque, Toomas Hendrik Ilves.

Aujourd'hui, la menace est prise au sérieux et excellemment étudiée. Mais comment la combattre ? A partir de quand la guerre hybride est-elle la guerre tout court ? Lucide, Mark Rutte y voit une « *extension du front de la guerre en Ukraine, au-delà de la frontière* », vers la région baltique et même l'Europe de l'Ouest. Voilà qui relève certainement de l'article 4 du traité fondateur de l'OTAN, par lequel un Etat membre peut consulter les autres si sa sécurité est menacée. Mais est-ce le cas pour l'article 5, qui prévoit la défense collective en cas d'*« attaque armée »* ? Les Européens n'ont ni doctrine ni stratégie communes sur ce point. Ce n'est pas le futur président des Etats-Unis qui les aidera à les formuler, lui qui mène sa propre offensive en jetant son dévolu sur le Groenland. Là, au moins, le roi du Danemark prend des mesures préventives : ces derniers jours, il a modifié les armoiries royales pour y mettre en majesté l'ours polaire, symbole du Groenland.

Sylvie Kauffmann (Editorialiste au « Monde »)

Services *Le Monde*

Découvrir

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la rédaction du Monde

Mots croisés, sudoku, mots trouvés... Jouez avec nous

Voir plus

Partenaires